

### Questions orales

Dans l'immédiat, l'important consiste pour nous à veiller à la sécurité et au bien-être de ces gens. À cette fin, nous pouvons compter sur la collaboration du gouvernement ontarien. En second lieu, nous nous occupons de relocaliser cette collectivité dans les plus brefs délais.

#### LA RÉINSTALLATION DE LA COMMUNAUTÉ

**M. Keith Penner (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, le ministre n'ignore sans doute pas combien le chef George Hunter est amer et frustré de voir qu'on met tant de temps à relocaliser sa communauté sur un terrain plus élevé et plus sûr. Le ministre pourrait-il nous assurer maintenant que les travaux de construction sur le nouvel emplacement commenceront cet été et qu'ils seront terminés avant l'hiver?

**L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien):** Monsieur le Président, il va de soi que cette communauté éprouve des sentiments d'angoisse, de colère et de frustration. Cela fait maintenant 20 ans qu'elle attend d'être réinstallée ailleurs. J'ai rencontré le chef George Hunter mercredi dernier pour parler de cette affaire et d'autres questions. Je recommuniquerai avec lui après la période des questions. Je me suis déjà entretenu avec nos fonctionnaires et des consultations ont été engagées avec le ministère en cause du gouvernement de l'Ontario. Nous comptons sur la collaboration de ce gouvernement, collaboration qui ne tardera pas selon le ministre provincial concerné. Je crois que nos deux gouvernements peuvent lever les obstacles qui s'opposaient auparavant à un tel plan. Je tiens à assurer au député et à toute la Chambre que dans la mesure du possible, nous agirons ensemble avec toute l'énergie et la vigueur nécessaires.

\* \* \*

[Français]

#### LES CHANTIERS MARITIMES

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LA FERMETURE POSSIBLE DE LA MARINE INDUSTRIES LIMITED

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre intérimaire de l'Expansion industrielle régionale. Je viens de parler avec la direction de la compagnie *Marine Industries Limited* qui m'a confirmé que cela fait maintenant deux mois que le gouvernement a donné à M. Peter Paul Saunders de la *Versatile Vickers* la responsabilité de la préparation d'un plan de rationalisation des chantiers maritimes à Québec, et qu'on a eu aucun contact avec la *Marine Industries Limited* malgré le fait que la possibilité de la fermeture de la *Marine Industries Limited* est un des points clés de ce plan. Comment le ministre et le gouvernement justifient-ils le fait que la fermeture de la *Marine Industries Limited* est discutée sans contact ou consultation avec la *Marine Industries Limited* elle-même?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, je ne vois pas très bien comment le député peut dire honnêtement que l'on projette de fermer *Marine Industries*. Il y a présentement des discussions en cours au sein de l'industrie en vue de rationaliser l'industrie de la construction navale. Il sait sans doute

qu'il y a eu une baisse dans la construction navale non seulement au Canada mais dans le monde entier. L'ancien ministre cherchait à consolider l'avenir à long terme de l'industrie au Canada pour assurer l'avenir de ceux qui en vivent et leur garantir des emplois durables.

● (1450)

#### LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, le ministre peut-il expliquer pourquoi le gouvernement a entrepris ce processus de rationalisation et l'a confié au dirigeant de l'un des deux chantiers navals du Québec en lui disant, dans ses propres mots, que l'une des principales questions à discuter portait sur la possibilité que *Marine Industries* ferme son chantier naval. Comment peut-on justifier que le propriétaire d'un chantier naval évoque la fermeture d'un autre chantier sans absolument aucune consultation avec *Marine Industries*?

**L'hon. Don Mazankowski (ministre suppléant de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, si le député avait bien étudié le dossier, il aurait constaté qu'il y a eu des discussions dans l'ensemble de l'industrie. Il devrait s'en informer. Même M. Paul Martin, le propriétaire de la *Canada Steamship Lines*, a participé aux discussions avec d'autres membres de l'industrie. Les discussions se poursuivent entre les divers éléments de l'industrie de la construction navale, et le député devrait se réjouir de cette initiative. Au moins essayons-nous de nous attaquer au problème et d'y remédier.

Des voix: Bravo!

\* \* \*

#### LA SANTÉ

LA PRÉSENCE DE DIOXINE DANS LES LÉGUMES, LES FRUITS ET LE LAIT

**M. Alan Redway (York-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Selon une nouvelle diffusée en fin de semaine, des quantités excessives de dioxine cancérigène ont été trouvées dans les légumes, les fruits et le lait. Le ministre peut-il dire à la Chambre si ces constatations sont fondées et quelles mesures le gouvernement entend prendre en l'occurrence?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, le député fait allusion à une réunion qui a eu lieu le 19 mai dernier concernant l'infiltration possible de dioxines dans la chaîne alimentaire. La Direction de la protection de la santé a mis sur pied un programme visant à déceler la présence de diverses substances chimiques, y compris les dioxines, dans les produits alimentaires. Jusqu'ici l'étude a porté principalement sur les aliments à teneur très élevée en gras. En m'entretenant avec des représentants de la direction aujourd'hui, j'ai signalé que nous allons pousser plus loin cette étude sur les dioxines dans la chaîne alimentaire. Je peux également lui signaler que jusqu'ici nos travaux ne révèlent aucun danger, mais rien nous permet de croire que nous pouvons relâcher notre surveillance. Si d'autres mesures s'imposent, nous nous empresserons de les prendre.